

Voyons donc où nous en sommes en ce qui concerne les nouvelles techniques. Le Canada se situe au troisième rang des pays les plus productifs du monde du point de vue du rendement moyen des travailleurs, mais le taux d'accroissement de notre productivité a beaucoup baissé. Si nous voulons que nos travailleurs et nos industriels redeviennent concurrentiels, nous devons vulgariser les nouvelles techniques. La clé de tout cela, selon moi, c'est la recherche et la technologie.

Le Canada ne compte pas suffisamment d'entreprises qui s'informent des nouvelles techniques et qui les utilisent. Seulement un millier environ d'entre elles se livrent à la recherche et au développement. Sur ce millier d'entreprises, 25 se livrent à 50 p. 100 des travaux de recherche et de développement et 100 à 75 p. 100 de ces travaux. Il faudrait que de plus en plus d'entreprises, surtout parmi les petites, participent à des travaux de recherche et de développement. En tant que gouvernement, nous voudrions consacrer à la recherche et au développement d'ici 1985 jusqu'à 1.5 p. 100 de notre produit national brut. Nous dépasserons sûrement cet objectif. Peut-être étions-nous trop pessimistes en désespérant d'atteindre cet objectif de 1.5 p. 100, mais je suis heureux que le ministre des Finances ait pris des mesures importantes pour remédier à ces problèmes dans son budget de l'année dernière.

Il avait ainsi annoncé une dépense fédérale de 10 millions de dollars pour créer un Centre national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi. Nous avons assisté il y a quelques jours à peine à la naissance de cet institut placé sous la direction de Shirley Carr et de Tom d'Aquino, deux personnes remarquables dans leur domaine respectif. Voilà le genre de coopération que nous avons souhaité si longtemps voir s'établir entre le monde ouvrier et le patronat, entre le secteur privé et public. J'espère que nous allons entamer une nouvelle ère de coopération où tous les secteurs qui composent l'économie canadienne comprendront que nous avons beaucoup à perdre si nous ne collaborons pas mais tellement à gagner si nous travaillons en harmonie, si nous discutons de nos objectifs et nous engageons dans une voie commune. Je félicite l'honorable Donald MacDonald d'avoir eu cette idée et de l'avoir mise en œuvre. Je félicite également le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Lumley).

Le gouvernement a également promis d'affecter des fonds à de nouvelles installations de recherche et de formation, et il consacra 100 millions de dollars de plus à des achats qui stimuleront les nouvelles technologies et de nouvelles initiatives en matière de technologie car il est davantage conscient de la contribution que peuvent avoir ses achats en ce domaine. Plus importants encore sont les stimulants fiscaux—et c'est là un élément-clé de n'importe quel genre de relance car on fournit des stimulants là où ils peuvent être le plus utiles, c'est-à-dire dans le secteur privé. Avant le dernier budget, les stimulants fiscaux offerts à la recherche et au développement dans le secteur privé au Canada étaient les plus généreux du monde industrialisé. Or qu'avons-nous fait dans le dernier budget? Nous les avons accrus pour le secteur privé. Nous avons amélioré la déduction de 50 p. 100 au titre des dépenses supplémentaires de R&D en la remplaçant par un nouveau type de crédit d'impôt qui passe de 20 à 30 p. 100 pour les petites entreprises. Nous avons en outre prolongé le report des pertes admissibles sur les exercices postérieurs. Les nouvelles entreprises qui veulent se lancer dans la recherche et le développement peuvent en fait vendre leurs crédits d'impôt inutilisés à

leurs investisseurs. Nous avons créé un concept d'abri fiscal pour la R&D, en en faisant une de nos priorités nationales en matière d'initiatives de développement.

Je suis persuadé que ces mesures fiscales permettront dans une large mesure de convaincre les Canadiens que leur avenir économique dépend, en grande partie, de la recherche et du développement et de l'utilisation de nouvelles techniques, car les gouvernements ne pourront être le seul moteur de la relance. C'est du secteur privé que dépend, en fait, la reprise. Notre rôle, en tant que gouvernement, consiste à créer un climat qui permette aux entreprises privées de prospérer.

Je crois qu'il importe aussi de tenir compte de l'organisation des entreprises au Canada. La plupart sont dominées par des étrangers. C'est l'une des raisons qui explique que les travaux de recherche et de développement n'ont pas été aussi importants que nous l'aurions voulu jusqu'à maintenant au Canada. Nous sommes devenus des importateurs plutôt que des créateurs et des exportateurs de technologie. Quand on parle de sociétés multinationales, il faut reconnaître que la concentration des travaux de recherche et de développement à un endroit, généralement le pays étranger où est établi le siège social de la société concernée, a des motifs commerciaux. Il faut également reconnaître que les Canadiens seront toujours des esclaves des créateurs étrangers si nous ne procédons pas à nos propres travaux au Canada. Il y a moyen de collaborer avec les multinationales. Il ne s'agit pas de les chasser de chez nous, comme le NPD le réclame, ni de les accueillir à bras ouverts et les yeux fermés, comme le préconisent les conservateurs. Il s'agit plutôt d'utiliser de façon constructive les prérogatives de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, afin que nous puissions procéder aux travaux de recherche et de développement ici même, au Canada. Nous pouvons y parvenir en collaboration avec les multinationales, si elles sont disposées à nous donner des exclusivités mondiales, à fabriquer ici même des produits qu'elles exporteront dans tous les pays du monde. Si une multinationale vient s'installer chez nous simplement pour retirer des profits de succursales et pour fabriquer tous les autres produits sur une très petite échelle, pour la consommation canadienne, nous ne pourrions jamais obtenir les gros lots de fabrication et les augmentations de productivité que nous pourrions tirer d'exclusivités mondiales. Ces dernières donneront naissance à des travaux de recherche et de développement dans ces domaines en particulier. C'est l'un des grands défis que nous devons relever à l'avenir.

• (1710)

Le discours du trône s'inspire d'une attitude positive car il comprend une série d'objectifs et de mesures envisagés dans une perspective encore plus vaste que d'habitude et qui ne se limitent pas à certains secteurs économiques, mais portent surtout sur notre immense capacité de production. Nous devons être prêts à livrer une concurrence acharnée sur les marchés internationaux.

Permettez-moi d'énumérer quelques-unes de nos réalisations. Nous avons mis sur pied le réseau national d'ingénierie en microélectronique et le bureau des innovations industrielles, nous avons négocié avec le Japon des modalités qui permettront d'accroître notre participation dans l'exploitation de nos ressources et aussi dans la construction d'autres établissements de production au Canada; nous avons mis sur pied, avec l'aide